

# MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

<b>ACTE D'ENGAGEMENT</b>
--------------------------

<b>ACCORD-CADRE PASSÉ SELON LA PROCEDURE ADAPTÉE, SUR BONS DE COMMANDE</b>
--

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.2123-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
---

DAF\_2025\_000587

<b>Maître de l'ouvrage/Acheteur</b>
-------------------------------------

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
-----------------------------

<b>Objet du marché</b>
------------------------

Accord-cadre à bons de commande portant sur la réalisation de travaux de comblement de forage et de dépollution industrielle des sols pour le périmètre du SID IDF
---

<b>Lot n°1 : Travaux de comblement de forage</b>
--

## **ARTICLE PREMIER - CONTRACTANT**

(page à remplir uniquement en cas de contractant unique)

Je soussigné,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

**A compléter, au choix, selon la nature de l'opérateur économique :**

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

.....

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

**OU**

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....

.....

Adresse de l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **DAF\_2025\_000587** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, je m'engage, sur la base de mon offre sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

Mon offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

(page à remplir uniquement en cas de groupement)

Nous soussigné(e)s,

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

.....

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....

.....

Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....

.....

Adresse de l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

.....

.....

Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

L'entreprise

agissant en tant que

- mandataire solidaire du groupement conjoint ☐

- mandataire du groupement solidaire ☐

pour l'ensemble des opérateurs économiques groupés ayant donné pouvoir au mandataire.

**ET**

NOM, PRÉNOM, FONCTION :

.....

.....

Agissant pour le nom et pour le compte de l'opérateur économique (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique) :

.....  
.....  
Au capital de : .....

Ayant son siège social à :

.....  
.....  
Adresse de l'établissement exécutant les prestations (si différente) :

.....  
Téléphone : .....

Adresse e-mail : .....

N° SIRET : .....

N° du code d'activité économique principale (APE) : .....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), **DAF\_2025\_000587** et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, nous nous engageons sur la base de l'offre du groupement sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre du groupement ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres, fixée par le Règlement de la consultation, ou à compter de la date de remise de la nouvelle offre en cas de négociation.

## **ARTICLE 2 - PRIX**

### **2-1. Variation des prix**

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3.3 du C.C.A.P.

### **2-2. Rémunération**

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur qui est fixé à 1 600 000 € HT sur les quatre (4) années d'exécution.

Dans le cas de commandes, le titulaire s'engage à appliquer les prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) rendu contractuel à l'occasion de la signature du présent accord-cadre.

### **2-3. Montant et modalités de passation de chacune des commandes**

Chaque besoin fera l'objet d'une commande particulière notifiée dans les conditions prévues à l'article 1.7 du CCAP.

## **2-4. Sous-traitance**

La nature et le montant des prestations sous-traitées relatifs à chaque commande seront précisés dans un acte spécial (DC4) annexé à chaque bon de commande.

## **2-5 Créance présentée en nantissement ou cession**

Le nantissement éventuel de chaque commande par le titulaire, et ses éventuels sous-traitants, se fera dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Lorsque le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances souhaite la communication des renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique, il en fait la demande au service achats d'infrastructure du SID Ile-de-France.

## **ARTICLE 3 – DELAIS**

La durée initiale de l'accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

La durée de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'accord-cadre est reconductible tacitement, au maximum trois (3) fois, à la date anniversaire de sa notification, par période de douze (12) mois, sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par le représentant du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à sa reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction, il n'aura droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de reconduire tous les lots et il peut être procédé à la reconduction d'un ou plusieurs lots.

## **ARTICLE 4 - PAIEMENTS**

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3.2 du CCAP.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte(s) faisant l'objet du/des relevé(s) d'identité bancaire transmis à l'appui de l'offre.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

## **ARTICLE 5 - AVANCE**

Sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, **(cocher la case correspondante)**

l'opérateur économique désigné ci-après :

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique

ou

les opérateurs économiques désignés ci-après \*:

☐ refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique

*\* En cas de groupement, lister tous les opérateurs refusant le bénéfice de l'avance. A défaut d'avoir expressément refusé le bénéfice de cette avance, celle-ci leur sera versée automatiquement, sur la base de la répartition des paiements jointe au présent acte d'engagement.*

## **ARTICLE 6 – RESPONSABLES PHYSIQUES DE LA VERIFICATION ET DE LA SIGNATURE DES ACTES DE SOUS-TRAITANCE**

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation des actes de sous-traitance, la personne physique responsable de la gestion, la vérification et la signature de ses actes pour le titulaire est :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

En cas d'absence du responsable, sa suppléance est assurée par :

Nom Prénom			
Fonction			
N° téléphone :		N° mobile :	
Adresse électronique :			

<b>Signature de l'acte d'engagement par l'opérateur économique</b>
<p>Fait en un seul original,</p> <p>A....., le.....</p> <p style="text-align: right;"><i>Cachet et signature précédés de la mention manuscrite :</i></p> <p style="text-align: right;"><i>« lu et approuvé »</i></p>

<p align="center"><b>Acceptation de l'offre par l'acheteur</b></p> <p>Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  A ....., le.....</p>
<p align="center"><b>Notification du marché à l'attributaire</b></p> <p><b>Hypothèse 1- Remise du marché en main propre</b></p> <p>Reçu notification du marché, le : .....</p> <p align="center">A....., le.....</p> <p align="right"><i>Cachet et signature</i></p> <p><b>Hypothèse 2- Notification postale</b></p> <p>Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé par le titulaire destinataire le .....</p> <p><b>Hypothèse 3- Notification dématérialisée</b></p>